FNEC FP-FO
SNFOLC 33
Syndicat national Force ouvrière des Lycées et Collèges

Communiqué | 28 octobre 2026

Pour tenter de calmer la mobilisation, le gouvernement manœuvre et lâche des miettes

Préparons la grève massive à compter du 5 novembre !

Confronté à une mobilisation historique qui depuis un mois n'a fait que s'amplifier, le gouvernement a fait des annonces ce lundi 26 octobre pour tenter de calmer la colère de la jeunesse et des personnels, en tentant d'y associer les organisations syndicales. Mais nous ne sommes ni des « influenceurs », ni des auxiliaires du gouvernement, qui est seul responsable.

Nous n'allons pas nous laisser instrumentaliser dans des groupes de travail et des discussions sans fin.

Ce gouvernement ne sera plus au pouvoir en avril 2027, mais les lycéens et les étudiants continueront à en subir les décisions. Ils ne peuvent attendre 2028. C'est maintenant que se joue leur avenir.

Pour la FNEC FP-FO, il faut répondre aux revendications en prenant de vraies mesures d'urgence.



Parcoursup : seulement quelques retouches, l'abrogation ce n'est pas pour tout de suite !

- **Parcoursup et enseignement supérieur : qui aurait dû prévoir ?**

On annonce, plus de transparence sur les critères d'examen des vœux, la publication de données, sur l'explication des refus, un travail sur le droit à l'erreur et la réorientation. Comment les universités vont pouvoir par exemple, justifier les milliers de refus ? Ce ne sont pas les 10 000 places supplémentaires en BTS à la rentrée 2027, 4 000 places en BUT sur deux années et 1 000 places pour accompagner la nouvelle licence portail santé qui régleront le problème. Où sont les dizaines de milliers de places dans les licences alors que plus de 120 000 jeunes n'ont pas eu accès à la filière de leur choix en 2026 ?

Des créations de postes d'enseignants sont évoquées pour 2027 et 2028... sans que cela soit chiffré. L'accompagnement à l'orientation commencerait dès la seconde, avec des journées d'immersion dans le supérieur pour les élèves de première et de terminale lorsque cela est possible. Une « simplification » est envisagée pour la campagne 2028 de parcoursup'. Des groupes de travail examineront notamment le contrôle continu…

- **Mais en quoi cela répond-il à l'urgence de la situation ?**

Plusieurs gouvernements successifs sont responsables de « déni démographique », et donc de la crise actuelle. En effet, la France a connu une sorte de baby-boom au tournant des années 2000 (de 2000 à 2010). Mais la courbe des moyens attribués à l'enseignement a suivi la trajectoire inverse de celle des naissances. Cela s'est traduit par des classes chargées dans les écoles primaires puis dans les collèges et dans les lycées. Tout le monde a vu la vague arriver. Mais alors qu'au nom de l'amorce de son reflux, on continue à supprimer des postes, elle continue à déferler dans l'enseignement supérieur.

L'effectif de l'enseignement supérieur a franchi le seuil de 3 millions d'étudiants en 2024-2025. Mais le nombre de places proposées sur Parcoursup est en baisse constante : 50 000 places ont ainsi été supprimées en 2 ans. La dépense par étudiant en France a chuté de 18 % depuis 2017... ParcourSup n'a été que le moyen inventé pour gérer la pénurie, et la « sélection » dissimule une politique qui a refusé d'investir dans l'avenir. La jeunesse qui se révolte aujourd'hui a conscience d'avoir été sacrifiée sur l'autel de l'austérité.

Parcoursup ne peut pas être « simplifié », c'est l'outil d'une injustice qui doit être supprimé en créant les places manquantes dans l'enseignement supérieur !



Effectifs des classes et annulation de 836 suppressions de postes

On annonce le plafonnement à 28 élèves des secondes générales et technologiques dans les lycées les moins favorisés à la rentrée 2027. Extension aux autres lycées en 2028. Des réductions d'effectifs en groupes de première et terminale seraient recherchées « lorsque cela est possible ». Mais avec quels moyens ?

Le Projet de Loi de finances 2027 prévoirait 500 postes supplémentaires pour cette mesure. Et l'annulation des 836 suppressions de postes dans le second degré. Cela est toujours au conditionnel. Comment le gouvernement va-t-il financer cela ? Sur le dos des collèges et des écoles primaires (avec des effectifs encore plus élevés par classe) ?

Le gouvernement doit créer massivement des postes pour alléger les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées !

➢ Remplacement des professeurs, revalorisation des salaires

Le ministère annonce 920 autorisations de recrutement de contractuels depuis le 15 octobre, c'est-à-dire à peu près autant que ceux qu'il a remerciés à cette rentrée ! A cela s'ajoutent des heures supplémentaires et des moyens liés au PACTE. Pour les salaires, le gouvernement annonce des discussions à venir sur la revalorisation des milieux de carrière des enseignants… Aucun engagement ferme. En revanche, le point d'indice reste gelé, et le pouvoir d'achat décroche toujours davantage face à l'inflation galopante.

L'urgence, c'est titulariser tous les contractuels qui le souhaitent, créer des places au concours et revaloriser le point d'indice pour augmenter les traitements indiciaires. Pour rendre les métiers attractifs, il suffit d'améliorer les salaires et les conditions de travail !

➢ Emplois du temps et contrôle continu

Objectif d'une heure de pause méridienne pour tous les lycéens dès la rentrée 2027. Un groupe de travail réexaminera le contrôle continu, la prise en compte des notes de première et l'organisation de certains enseignements, notamment scientifiques. La question de la réforme du lycée est totalement évacuée…

La seule mesure possible est l'abrogation de la réforme du lycée Bac Blanquer qui, par le contrôle continu, maintient les lycéens sous pression, les contraint à des choix d'orientation trop précoces et illisibles, et engendre des emplois du temps impossibles, notamment à cause de la mise en barrette des spécialités en première et en terminale.



➢ « Santé mentale »

Aux 300 créations d'emplois initialement prévues en 2027 pour les psychologues de l'Éducation nationale, infirmiers et assistants de service social s'ajouteraient 200 recrutements, soit 500 nouveaux postes annoncés. On est là aussi très loin du compte : il manque aujourd'hui 3 361 postes d'AS et 16 000 postes d'infirmières. **La santé mentale des jeunes a été déclarée « grande cause nationale » depuis 2 ans, il serait temps de passer aux actes et de répondre réellement à leurs besoins.**

➢ Bâtiments scolaires

Pour « accompagner » 500 lycées dans « le confort thermique d'été », le gouvernement annonce la mobilisation d'une enveloppe de 4 milliards d'euros de prêts EduRénov d'ici 2030 pour les collectivités, et du Fonds vert, que ce même gouvernement avait drastiquement diminué. Un projet de loi viserait à accélérer la remise en état des établissements récemment endommagés…

Donc l'état va prêter aux collectivités de l'argent sur 4 ans alors qu'il ne sera plus au pouvoir. Et les collectivités, auxquelles l'Etat ne cesse de transférer des charges et qui sont pour la plupart en « grande difficulté financière » (selon un rapport de la cour des comptes), comme le conseil départemental de Gironde, devront ensuite rembourser. Mais avec quel argent ?

L'état doit, sans plus attendre, élaborer un plan d'urgence avec les collectivités locales afin de rénover tous les bâtiments de la maternelle au lycée !

Le gouvernement n'a pas répondu aux revendications :

on continue la mobilisation !

La confédération Force Ouvrière a déposé un préavis de grève et appelle à la mobilisation interprofessionnelle et à la grève dès le jeudi 5 novembre.

Seule la création du rapport de force peut permettre d'obtenir satisfaction de nos revendications.

Réunissons-nous en assemblées générales dès le lundi 2 novembre.

Dès maintenant, organisons la grève massive à compter du 5 novembre
Pour gagner, mettons l'Education nationale à l'arrêt

FNEC FP FO SNFOLC 33
17/19 quai de la monnaie
33080 Bordeaux CEDEX
Tel : 06 78 16 75 21
Mail : snfolc33gmail.com

du 3 au 10 décembre

je vote FNEC FP-FO

Élections professionnelles 2026 FNEC FP FO